

Présentation du Compte-rendu sur le projet « Stratégie maritime et portuaire de la Caraïbe »

ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARIBE (AEC)

XXI REUNION DU COMITE SPECIAL SUR LE TRANSPORT
Port d'Espagne, Trinité et Tobago, les 20 et 21 septembre 2012

STRATEGIE MARITIME PORTUAIRE DE LA CARAIBE.

TABLE DES MATIERES

ABREVIATIONS ET ACRONYMES.....	2	IV. EVALUATION	16
I. RESUME	3	4.1 Leçons tirées de programmes similaires	16
A. Description.....	3	V. RAPPORT D'AVANCEMENT ET RAPPORT FINAL.....	16
1.1 Intitulé	3		
1.2 Domaine prioritaire de l'AEC et programme	3		
1.3 Composantes:	3		
1.4 Durée et coûts prévus	3		
1.5 Etat d'avancement.....	6		
B. PARTIES PRENANTES	6		
1.6 Entité responsable.....	6		
1.7 Bénéficiaires	6		
1.8 Institutions associées.....	6		
1.9 Entité chargée de l'exécution	6		
1.10 Institutions de financement.....	7		
II. LOGIQUE D'INTERVENTION	8		
C. CONTEXTE ET ANTECEDENTS	8		
2.1 Caractéristiques du secteur	8		
2.2 Problèmes à aborder	8		
2.3 Justification.....	8		
2.4 Objectif général.....	9		
2.5 Objectifs spécifiques.....	10		
2.6 Résultats escomptés.....	10		
2.7 Institutions associées.....	10		
C. BENEFICES, RISQUES ET DURABILITE.....	12		
2.8 Bénéfices	12		
2.9 Risques critiques et durabilité.....	12		
2.10 Durabilité ex post	12		
III. EXECUTION.....	12		
3.1 Description des composantes	12		
3.2 Liste d'activités de chaque composante.....	13		
3.3 Calendrier prévu pour la première année	15		
3.4 Ressources physiques requises... ..	15		
3.5 Expérience requise pour l'équipe d'experts	15		
3.6 Equipe du projet	15		
3.7 Matrice de responsabilités.....	15		
3.8 Matrice de Financement	15		

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AEC	Association des Etats de la Caraïbe.
ACP	Autorité du Canal de Panama.
AMP	Autorité maritime du Panama.
CSA	Caribbean Shipping Association.
CARICOM	Caribbean Community.
CET	Comité spécial sur le transport.
CETRA	Centre de Recherche et développement du Transport, Cuba.
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe.
COCATRAM	Commission Centre-américaine pour le transport maritime.
CMI	Caribbean Maritime Institute.
OECS	Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale
OMI	Organisation Maritime internationale.
MITRANS	Ministère du Transport, République de Cuba.
UMC	Université maritime de la Caraïbe.
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le développement.

I. RESUME

A. Description

1.1 Intitulé

STRATEGIE MARITIME PORTUAIRE DE LA CARAIBE

1.2 Domaine prioritaire de l'AEC et programme

Transport (TP), " Unir la Caraïbe par voie aérienne et maritime"

1.3 Composantes:

A) Présentation du résumé au Secrétariat de l'AEC, afin de le transmettre aux pays membres et que ces derniers puissent exprimer leurs commentaires dans le délai établi.

B) Validation du résumé en y incluant les recommandations envoyées par les pays, dont l'inclusion sera faisable.

C) Obtention du financement possible de la part du Secrétariat de l'AEC pour commencer à mettre en œuvre les étapes prévues.

D) Elaboration du diagnostic régional qui consistera à la collecte d'information des pays de la région par le biais d'entretiens et de visites aux autorités maritimes et portuaires, ports de la région et acteurs clés du secteur **ainsi que la consultation des rapports de la Banque mondiale et la base de données de la CEPALC.**

E) Validation du Diagnostic régional.

F) Elaboration et classement

1.4 Durée et coûts prévus

Composantes	Durée estimée	Coût prévu
A	Trois (3) Mois	US\$ 5.000.00
B	Trois (3) Mois	US\$ 3.000.00
C	Trois (3) Mois	US\$ 17.000.00
D	Six(6) Mois	US\$ 90.000.00
E	Deux (2) Mois	US\$ 15.000.00
F	Trois (3) Mois	US\$ 10.000.00
G	Deux (2) Mois	US\$ 15.000.00
H	Deux (2) Mois	US\$ 5.000.00
TOTAUX	DEUX (2) ANS	US\$160.000.00

des stratégies proposées,
fondés sur le diagnostic.

G) Validation de la Stratégie.

H) Présentation finale de la
Stratégie.

1.5 Etat d'avancement	
Présentation du Résumé.	
B. PARTIES PRENANTES	
1.6 Entité responsable	1.7 Bénéficiaires
AEC	Tous les Pays membres de l'AEC, leurs habitants, tous les Etats riverains ou insulaires de la région de la Grande Caraïbe, le secteur de la production des secteurs public et privé, les opérateurs de transport, les armateurs de bateaux, les institutions portuaires et les institutions universitaires consacrées à l'étude et la formation de ressources humaines pour assister le secteur.
1.8 Institutions associées	
ACP AEC AMP BANQUE MONDIALE CARICOM CEPAL CETRA COCATRAM CMI CSA MITRANS OECS UMC UMIP UNCTAD	
1.9 Entité chargée de l'exécution	Organisme Co-exécuteurs
Organisme exécuteur COCATRAM	MITRANS, AMP

1.10 Institutions de financement

II. LOGIQUE D'INTERVENTION

C. CONTEXTE ET ANTECEDENTS

2.1 Caractéristiques du secteur

A mesure que la libéralisation commerciale avance et que les obstacles tarifaires sont éliminés dans le monde entier, l'intensité croissante des échanges commerciaux à l'échelle mondiale a produit des changements en matière de transport maritime et d'infrastructure portuaire pour répondre aux exigences du commerce en général. Par ailleurs, les coûts du transport deviennent de plus en plus importants pour la détermination du prix final des marchandises.

Environ plus de 90% des marchandises commercialisées sur le plan mondial sont transportées par voie maritime, ce qui accorde à ce moyen de transport et à sa chaîne logistique un rôle indispensable dans le développement commercial.

Pour plusieurs membres de l'AEC et notamment pour les petites îles de la Caraïbe, cette situation représente un énorme défi, compte tenu de leur dépendance en grande mesure des importations pour appuyer la production locale, satisfaire les demandes de leurs consommateurs locaux et assister le marché touristique.

La plupart des pays de la Grande Caraïbe ont à faire face à des coûts de transport par unité relativement élevés, ce qui porte atteinte aux revenus provenant des exportations et aux prix des importations, et leur empêche en même temps le développement de liens intra-régionaux plus étroits.

2.2 Problèmes à aborder

Etant donné que la plupart des importations et exportations de la Caraïbe sont réalisées fondamentalement par voie maritime, c'est précisément ce secteur qui requiert et où il faut réaliser les modifications organisationnelles nécessaires afin d'établir les bases d'un échange commercial efficace entre les pays de la région et avec le monde extérieur.

Ce projet mettra en évidence l'état actuel de l'activité maritime portuaire de la Grande Caraïbe et les informations qui réussiront à être obtenues sur l'activité des lignes non régulières de transport qui opèrent dans la Caraïbe insulaire ainsi que leurs enjeux. De plus, il proposera un plan d'actions stratégiques pour assurer un développement maritime portuaire soutenu, satisfaisant les attentes de la région et assurant un niveau compétitif sur le plan mondial.

2.3 Justification

Le besoin de résoudre les problèmes de transport maritime et d'infrastructure portuaire qui affectent de manière directe le commerce international dans la région et empêchent d' "Unir la Caraïbe par voie

aérienne et maritime". Son objectif est celui d'appuyer la modernisation, l'harmonisation et la rationalisation des politiques de transport, ainsi que de l'infrastructure nécessaire pour les services tout le long de la Grande Caraïbe.

Le besoin d'encourager largement et de manière permanente les mécanismes de coopération régionale en matière de transport, afin d'ajuster les infrastructures existantes aux nouvelles réalités et défis qu'exigent les processus d'intégration régionale et internationale, ainsi que les mégafusions de compagnies maritimes des grandes transnationales, qui rendent incontournable le besoin de joindre des efforts et de compter sur un guide d'actions stratégiques appropriées.

Pour la définition des programmes, des projets appropriés et des besoins de financement échelonné, il est primordial de pouvoir compter sur une vision réelle et actualisée des exigences et disponibilités en matière de routes maritimes, sur des infrastructures portuaires et des centres de formation et d'instruction disponibles pour la formation des ressources humaines nécessaires.

Ce projet sera développé sur la base de la recherche de matériel statistique spécifique disponible, des publications en série existantes et de la consultation et l'analyse sur le terrain avec les représentants des secteurs publics et privés disposés à collaborer à cette tâche.

Actuellement, des entités liées à la question maritime ont travaillé et/ou réalisent d'autres projets, pour lesquels ce travail pourrait être un guide d'exécution ou tout au moins, une source de nouvelles idées, et en même temps, les résultats et propositions que ces entités sont déjà en train de réunir, serviraient à soutenir en grande mesure le résultat d'ensemble final.

Nous avons prévu de travailler sur les informations publiques contenues dans:

- La Base données maritimes portuaires de l'AEC.
- Les Routes maritimes de la Grande Caraïbe.
- La stratégie maritime portuaire régionale de l'Amérique centrale.
- La Base de données de la CARICOM.
- La Base de données de la Caribbean Shipping Association.
- Base de données du Centre d'Informations Maritime de la Caraïbe, CMIC
- Etude sur la structure des services maritimes informels de l'Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale

2.4 Objectif général

Créer un plan stratégique de développement maritime portuaire de la Grande Caraïbe, permettant de mettre en place un ordre de priorité des actions à développer, afin d'avoir un secteur maritime compétitif et capable de remplir les besoins du commerce extérieur de la Grande Caraïbe, y compris des propositions stratégiques pour le développement d'infrastructures portuaires pour appuyer de manière efficace l'accroissement de trafic que prévoit l'élargissement du canal de Panama en 2014.

2.5 Objectifs spécifiques

- a. Transformer la Grande Caraïbe dans son ensemble en une région compétitive et intégrée au commerce maritime international, en conformité avec les niveaux internationaux.
- b. Encourager, promouvoir et exploiter le développement de l'infrastructure portuaire et les avantages et les forces logistiques pour rendre plus compétitif le commerce des pays qui font partie de la région.
- c. Ajuster de manière cohérente le cadre juridique qui réglemente et organise le transport maritime dans les différents pays, de manière à pouvoir effectuer des actions de développement conjoint prenant en considération les normes maritimes internationales, notamment les conventions OMI.
- d. Impulser le développement de routes maritimes pour élever les indices de connectivité maritime au sein de la région et vers l'extérieur, et chercher à relier ces routes aux modes de transport terrestre en prenant en considération les services maritimes formels réguliers, irréguliers et informels ainsi que les services dits TRAMP.
- e. Proposer des idées pour l'amélioration de la Sécurité maritime des pays en réduisant les risques pour la sécurité de la vie humaine en mer et dans les ports, ainsi que protéger les précieuses ressources marines.
- f. Proposer des mesures visant à éliminer les obstacles et à favoriser le développement de chaînes logistiques, en partant de la sortie des produits de l'usine jusqu'aux centres de consommation.
- g. Evaluer et analyser la nature et la vocation des ports de la Caraïbe dans la gestion et la prise en charge simultanée des bateaux de marchandises et de croisière.
- h. Chercher à collecter pour révision, étude et mise à jour, les projets disponibles réalisés précédemment dans la région dans le domaine de l'intégration régionale en matière de transport maritime.
- i. Etudier le besoin possible d'investissement en cargos appropriés pour des déplacements sûrs de courte distance.
- j. Contribuer au développement de l'institutionnalisation de l'exercice et la coordination de plans et de stratégies de développement dans le secteur maritime, pour la médiation des institutions régionales compétentes comme l'AEC, la CARICOM et le COCATRAM.
- k. Intensifier la coopération entre les Autorités maritimes de la région.
- l. Atteindre et maintenir les standards de sécurité et de protection maritime conformément à ce qui a été établi par la Convention *SOLAS*, ses amendements correspondants et d'autres instruments pertinents.

2.6 Résultats escomptés.

Disposer d'une Stratégie pour unir par voie maritime les pays de la Grande Caraïbe et de l'Amérique centrale, moyennant une infrastructure portuaire appropriée; disposer de l'information permettant aux importateurs et exportateurs régionaux de prendre contact avec les coordinateurs spécifiques et d'organiser leurs activités de façon prompt et compétitive.

2.7 Institutions associées

AEC

AMP

CARICOM

CEPAL

COCATRAM

CARIBBEAN SHIPPING ASSOCIATION

MITRANS

CNUCED

C. BENEFILES, RISQUES ET DURABILITE.

2.8 Bénéfices

Disposer d'un guide de développement d'actions stratégiques à mettre en œuvre pour que le domaine portuaire de la Grande Caraïbe devienne compétitif.

2.9 Risques critiques et durabilité

- Difficultés pour l'obtention de financement à chaque étape.
- Manque d'appui des institutions à laquelle appartiennent les consultants chargés de l'exécution, si ces institutions ne leur permettent pas de disposer d'un temps pour participer aux activités.
- Manque de provision d'informations nécessaires pour effectuer l'examen des situations.

Une solution possible pour les aspects signalés pourrait être la persuasion bien fondée (à partir du Secrétariat de l'AEC, et concernant les avantages escomptés, ainsi que le besoin et l'engagement des pays), persuasion auprès des bailleurs de fonds, des entités auxquelles appartiennent les Experts, des fournisseurs possibles d'informations et d'études spécifiques et auprès des importateurs, exportateurs, membres du secteur public et privé concernés d'une manière ou d'une autre par le développement du commerce international.

2.10 Durabilité ex post

Une fois la présentation de la stratégie conclue et approuvée, les rôles de toutes les entités associées à cette idée seront définis, et ensuite le Secrétariat avec l'appui de l'équipe d'experts chargés de l'exécution, établira un plan de vérification de l'exécution et la répercussion des actions prévues.

III. EXECUTION

3.1 Description des composantes

A) Présentation du Résumé de projet

Ce résumé sera d'abord présenté au Secrétariat de l'AEC, qui en fera la révision pour exprimer ses recommandations ou changements du document, en coordination avec l'équipe qui l'a présenté.

B) Validation du résumé du projet

Après la révision du document par le Secrétariat de l'AEC, ce dernier le distribuera aux

pays membres afin que dans un délai défini ceux-ci envoient leurs commentaires, recommandations et acceptation de la proposition. Les recommandations reçues par le Secrétariat de l'AEC seront discutées par l'équipe technique pour établir si elles remplissent les objectifs et sont conformes à l'esprit de la stratégie que l'on cherche à développer.

C) Obtention du financement

Une fois que l'AEC aura validé le Projet, le Secrétariat s'adressera aux bailleurs potentiels pour leur présenter et exposer l'importance et les avantages du projet pour la région. On cherchera à obtenir des fonds sans conditions particulières pouvant conditionner la participation des experts désignés ou la conduite des travaux.

D) Elaboration du diagnostic régional

Cette composante consiste à développer l'état actuel où se trouvent chacun des pays en ce qui concerne le domaine du projet en ce qui a trait aux aspects maritimes et portuaires, moyennant des visites, entretiens, questionnaires, enquêtes et autres formes de recherche disponibles, aux autorités maritimes et portuaires, ports et autres acteurs clés de la région.

E) Validation du diagnostic régional

Après avoir élaboré le diagnostic régional, ce dernier sera présenté au Secrétariat de l'AEC pour évaluation et discussion avec l'équipe d'experts. Ensuite, il sera transmis aux gouvernements de la région pour approbation en séance plénière du Comité ou par le biais de consultations.

F) Elaboration et classement des stratégies

Sur la base des résultats du diagnostic, l'équipe d'experts élaborera une proposition de stratégies conçues pour contrecarrer les points faibles et les lacunes du secteur dans la région, en tirant profit des points forts que l'on possède. .

G) Validation de la stratégie

La stratégie sera présentée au Secrétariat afin d'être distribuée aux pays et ensuite approuvée en séance plénière du Comité.

H) Présentation finale de la stratégie

Cette stratégie sera présentée à la Réunion du Conseil des Ministres de l'AEC pour sa mise en œuvre.

3.2 Liste d'activités de chaque composante

A) Présentation du résumé du projet

1. Elaboration du résumé
2. Réunions de l'équipe d'experts
3. Réunions entre l'équipe d'experts et les techniciens de l'AEC

B) Validation du résumé du projet

1. Distribution aux pays membres de l'AEC

<ul style="list-style-type: none"> 2. Réception de commentaires et recommandations 3. Analyse et épuration de l'information reçue 4. Validation par d'autres sources
<p>C) Obtention de financement</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. Contacts avec les ambassades et organismes de coopération
<p>D) Elaboration du diagnostic</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. Visites et entretiens avec les organismes liés au secteur maritime et portuaire 2. Enquêtes, questionnaires, appels téléphoniques 3. Analyse de l'information collectée 4. Réunions et ateliers
<p>E) Validation du diagnostic régional</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. Distribution aux pays membres de l'AEC 2. Réception de commentaires et recommandations 3. Analyse et épuration de l'information reçue 4. Validation par d'autres sources
<p>F) Elaboration et classement de stratégies</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. Analyse de l'information obtenue dans le diagnostic 2. Réunions avec l'équipe d'experts 3. Réunions techniques avec l'AEC
<p>G) Validation de la stratégie</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. Distribution aux pays membres de l'AEC 2. Réception de commentaires et recommandations 3. Analyse et épuration de l'information reçue 4. Validation par d'autres sources 5. Présentation au Comité spécial sur le Transport
<p>H) Présentation finale de la stratégie</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. Présentation auprès du Conseil des Ministres de l'AEC 2. Socialisation de la stratégie

3.3 Calendrier prévu pour la première année

Activités	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
A. Présentation du résumé	x	x	x																					
B. Validation du résumé				x	x	x																		
C. Obtention du financement							x	x	x															
D. Elaboration du diagnostic régional										x	x	x	x	x	x									
E. Validation du diagnostic régional																x	x							
F. Elaboration et classement des stratégies																		x	x	x				
G. Validation de la stratégie																					x	x		
H. Présentation finale de la stratégie																							x	x

3.4 Ressources physiques requises

Hardware, logiciel, documentation sur l'activité maritime des pays et en général de la Grande Caraïbe, y compris de publications en série et l'étude sur la structure des lignes non régulières réalisée par l'Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale – OECS.

3.5 Expérience requise pour l'équipe d'experts

Des experts maritimes dans la zone de la Grande Caraïbe, ayant au moins cinq (5) ans d'expérience pratique dans le domaine de l'activité maritime – portuaire régionale. Maîtrise au moins de l'anglais et l'espagnol. Appartenir à un pays membre de l'AEC.

3.6 Equipe du projet

Trois (3) ingénieurs /ou économistes/ou magister en génie maritime ayant une expérience régionale. Total trois (3). L'équipe d'exécution devra avoir la capacité de sous-traiter le service technique occasionnel qui pourrait être requis pour conclure un aspect spécifique, sans que cela représente un coût supplémentaire par rapport au budget général approuvé.

3.7 Matrice de responsabilités

Les démarches pour l'obtention de financement requis pour l'exécution du projet seront assurées par le Secrétariat général. L'équipe d'experts assurera l'exécution des étapes programmées avec la qualité prévue, dans la mesure où l'on obtiendra le financement prévu.

3.8 Matrice de Financement

Composantes	Durée estimée	Coût prévu
-------------	---------------	------------

A	Trois (3) Mois	US\$ 5.000.00
B	Trois (3) Mois	US\$ 3.000.00
C	Trois (3) Mois	US\$ 17.000.00
D	Six (6) Mois	US\$ 90.000.00
E	Deux (2) Mois	US\$ 15.000.00
F	Trois (3) Mois	US\$ 10.000.00
G	Deux (2) Mois	US\$ 15.000.00
H	Deux (2) Mois	US\$ 5.000.00
TOTAUX	DEUX (2) ANS	US\$160.000.00

IV. EVALUATION

4.1 Leçons tirées de programmes similaires

On tiendra compte des expériences d'exécution et de mise en œuvre de projets connexes réalisés en Amérique centrale ou dans une sous-région quelconque de la Caraïbe insulaire.

V. RAPPORT D'AVANCEMENT ET RAPPORT FINAL

Des rapports bimensuels seront présentés au Secrétariat de l'AEC sur le progrès de l'exécution des différentes étapes ; ces rapports décriront les activités développées et leurs résultats, les difficultés rencontrées et le niveau de budget exécuté.

Lorsque la dernière étape sera conclue, un rapport final sera présenté concernant l'exécution des différentes activités prévues, leurs résultats et le budget utilisé. .

Le rapport final sera envoyé au Secrétariat et présenté à la séance plénière de la Réunion annuelle du Comité spécial sur le Transport correspondante.